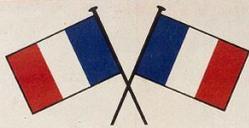


Objectif CNRD

Concours National de la Résistance et de la déportation

Thème 1940 : Entrer en résistance. Comprendre, refuser, résister

Affiche dite de l'Appel du 18 juin 1940. Imprimée en 1940



A TOUS LES FRANÇAIS

*La France a perdu une bataille!
Mais la France n'a pas perdu la guerre!*

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-la, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

**Notre patrie est en peril de mort.
Luttons tous pour la sauver!**

VIVE LA FRANCE !



J. de Gaulle
GÉNÉRAL DE GAULLE

**QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1**

Le texte de cette affiche, improprement appelée l'« Appel du 18 juin », est une synthèse des discours prononcés par de Gaulle à la B.B.C, le 18, le 19 et le 22 juin 1940.

En 1940, trois tirages de cette affiche sont réalisés en Angleterre à partir de Juillet 1940.

Le général de Gaulle rédige, pour le texte de cette affiche, une synthèse en trois points :

-Il conteste la légitimité du gouvernement de Vichy formé par le maréchal Pétain : des « gouvernants de rencontre », c'est-à-dire regroupés par hasard, qui ont asservi la France à l'Allemagne et à l'Italie.

-Cependant « rien n'est perdu » car le conflit dépasse le seul désastre militaire subi par la France. Il se projette dans la longue durée et dans l'espace mondial, en annonçant une guerre opposant le « monde libre » aux dictatures. Dans cette perspective, le texte suggère de manière prémonitoire, l'entrée en guerre des États-Unis.

-En conséquence de Gaulle invite les Français à le rejoindre pour poursuivre la lutte aux côtés des alliés afin que « VIVE LA FRANCE ». A ce prix, elle retrouvera «sa liberté et sa grandeur ».

Le général de Gaulle est alors en Angleterre pour continuer la lutte.

Traduction en anglais, car l'affiche est dans un premier temps affichée en Angleterre.

Souvenons-nous de ceux qui ont su dire « non » à la défaite et continuer les combats, dès les premières heures.

Introduction :

« Je convie tous les français où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance » déclare le général de Gaulle le 18 juin 1940. Face à la défaite française contre les allemands, des français dès 1940 comprennent la situation et sa gravité, ils refusent la défaite, l'armistice et la collaboration avec l'ennemi et rentrent en résistance.

On peut se demander dans quel contexte ces hommes et ces femmes rentrent en résistance, quelles sont leurs motivations, et quelles formes prennent les premiers actes de résistance dès 1940 ?

I- De l'effondrement français au sursaut.

A) La défaite française

Le 3 septembre en réaction à l'invasion de la Pologne (le 1^{er} septembre), la France déclare la guerre à l'Allemagne. De septembre 1940 à septembre 1941, il ne se passe pas grand-chose sur le plan militaire, chaque pays ayant besoin de temps pour se préparer à un affrontement que l'on imagine long et difficile. Les Allemands sont persuadés que l'affrontement avec la France sera difficile, l'armée française ayant encore bonne réputation : victorieuse de 14/18, elle peut compter sur son Empire colonial, sur sa flotte militaire, et son alliance avec les britanniques. Ces longs mois d'attente pour les 5 millions de soldats français, ont été appelés la « drôle de guerre ». Mais s'il n'y a pas d'opération d'envergure, les combats ne sont pas totalement inexistantes.

Dans ce contexte, la rapidité de la victoire allemande apparaît stupéfiante. La double offensive déclenchée le 10 mai 1940, avec l'invasion des Pays-Bas, de la Belgique et la percée des Ardennes dans le secteur de Sedan, permet à l'armée allemande d'isoler les armées alliées en la bloquant dans le nord de la France.

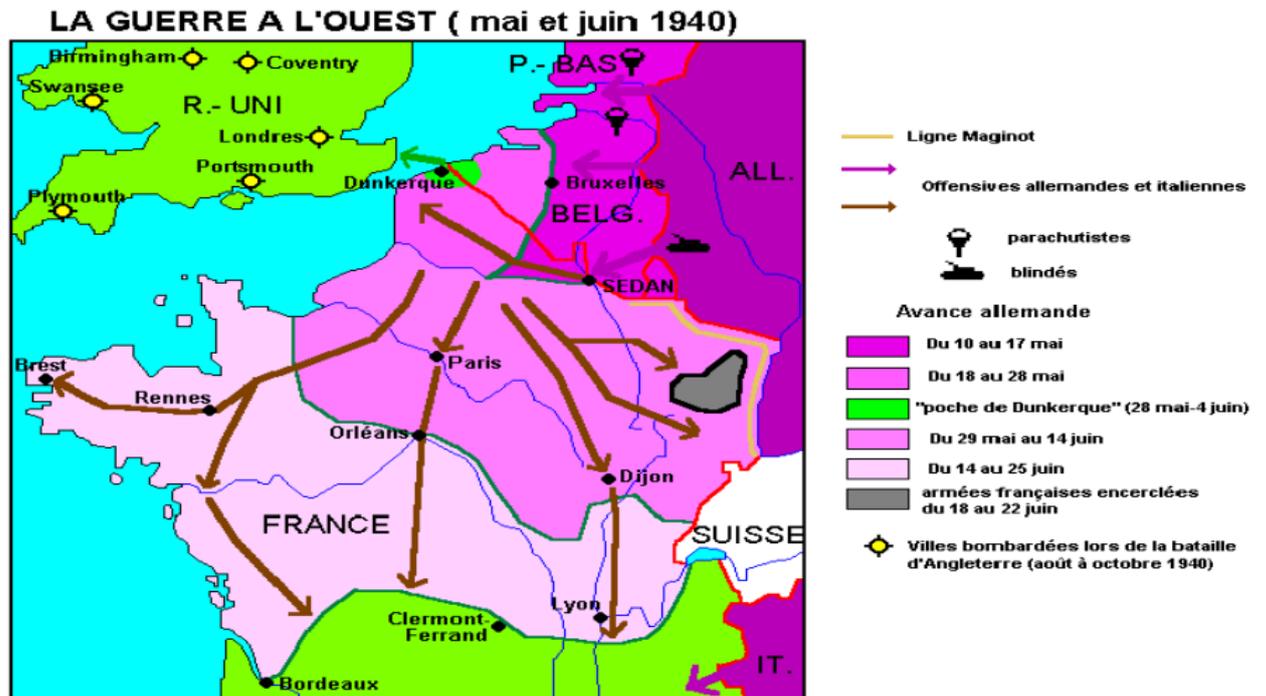


Chars allemands lors de l'invasion des Pays-Bas, de la Belgique et de la percée des Ardennes à partir du 10 mai 1940

Pour éviter sa destruction, l'armée anglaise est rapatriée depuis Dunkerque entre le 1^{er} et le 5 juin (opération Dynamo), et 100 000 soldats français rejoignent l'Angleterre. Après la chute

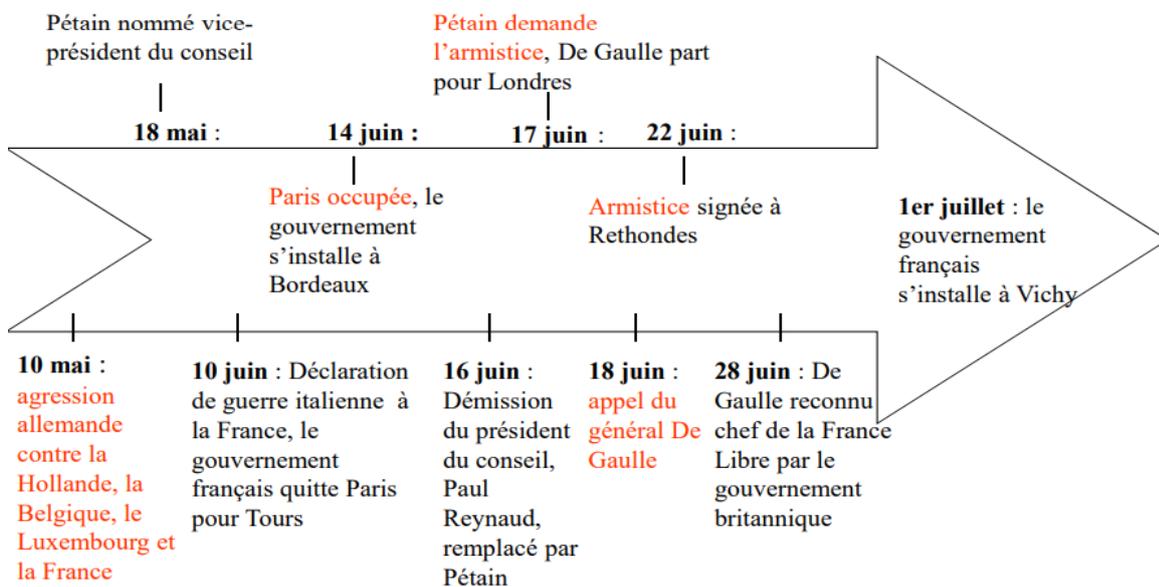
de la poche de Dunkerque le 5 juin, les forces allemandes reprennent l'offensive vers le Sud et franchissent les lignes de défense française dans la Somme.

En mai-juin 1940, l'armée française est battue et l'avancée allemande jette sur la route de l'exode plus de 8 millions de français. Paris est occupé à partir du 14 juin, dans une ville déclarée « ville ouverte ». Dès le 10 juin le gouvernement fuit Paris pour rejoindre Bordeaux le 14 juin.



La victoire allemande par sa rapidité provoque un choc en France et dans le monde. Le désastre militaire provoque une crise politique en France et la fin de la IIIe République.

La débâcle : mai-juin 1940



B) De la résignation au sursaut

Le 16 juin, le président du conseil Paul Reynaud, en désaccord avec les principaux membres du gouvernement sur la conduite à tenir, démissionne. Il est remplacé par le maréchal Pétain. Le 17 juin, ce dernier demande l'armistice à l'Allemagne alors que le général De Gaulle, sous-secrétaire à la guerre et à la défense depuis le 6 juin, qui a pour fonction de représenter la France à Londres, parti pour l'Angleterre, demande aux français de le rejoindre pour continuer le combat dans une allocution à la BBC le 18 juin.



De Gaulle part à Londres après avoir démissionné du gouvernement en même temps que Paul Reynaud. Refusant la demande d'armistice, il s'envole pour Londres et obtient de pouvoir prononcer un discours à la radio sur la BBC : c'est son célèbre « appel du 18 juin », renouvelé les 19 et 22 juin, par lequel il exhorte les français à ne pas accepter l'armistice et à continuer la lutte.

L'armistice est signé le 22 juin à Rethondes, ses conditions prévoient l'annexion de l'Alsace-Moselle, l'occupation de la moitié nord du territoire français par l'Allemagne et que la France aura la charge des frais d'entretien de l'armée d'occupation sur son sol. De Gaulle est reconnu chef de la France libre par le gouvernement britannique à la fin juin, alors que le gouvernement français s'installe à Vichy le 1er juillet. Le gouvernement mis en place autour de Pétain mettent fin à la IIIe République pour mettre en place un nouveau régime que l'on nomme le Régime de Vichy le 10 juillet 1940. Le gouvernement réuni à Vichy les parlementaires pour leur faire voter le 10 juillet un article de loi qui accorde les pleins pouvoirs à Pétain. Sur les 561 parlementaires présents, seuls 80 votent contre, parmi lesquels 36 socialistes comme Léon Blum. Une véritable dictature s'installe en France avec la promulgation les 11 et 12 juillet de 4 « actes constitutionnels » qui font de Pétain l'unique chef, lui accordant tous les pouvoirs, suspendant la chambre des députés et du Sénat, et donnant le droit à Pétain de désigner son successeur

La collaboration



Entrevue de Montoire (Loir-et-Cher, 24 octobre 1940)

Le 24 octobre 1940 a lieu à Montoire une rencontre entre le maréchal Pétain et Hitler. Cette entrevue visait à préciser les principes de la collaboration du gouvernement français avec les nazis, mais ne débouche sur aucune mesure précise. Mais cette rencontre montre aux yeux de tous que la France compte collaborer.

Avec l'entrevue de Montoire du 24 octobre 1940, Pétain s'engage dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne. Il en espère que les souffrances de la France seront allégées par l'occupant et que sa souveraineté sera garantie. La France de Vichy entre dans la voie de la collaboration, Au nom de celle-ci et de son antisémitisme, le régime de Vichy prend de nombreuses mesures contre les juifs. Ainsi le premier « statut des juifs » en octobre 1940 leur interdit de nombreux métiers.

II- Comment continuer le combat et inventer la résistance.

A) Les débuts de la France libre à Londres

Le général de Gaulle, s'envole pour Londres et obtient de pouvoir prononcer un discours à la radio sur la chaîne BBC : c'est son célèbre « appel du 18 juin », renouvelé les 19 et 22 juin, par lequel il appelle les Français à ne pas accepter l'armistice que projette le gouvernement de Pétain et à continuer la lutte depuis l'empire colonial. Les débuts sont cependant difficiles pour de Gaulle, qui finit néanmoins par obtenir la reconnaissance de Churchill avec le titre officiel de « chef des Français libres » le 28 juin 1940. La « France libre » devient le nom officiel du mouvement politique dirigé par de Gaulle qui s'oppose à la France de Vichy et qui prépare déjà la libération du territoire, la victoire et le renouveau politique.

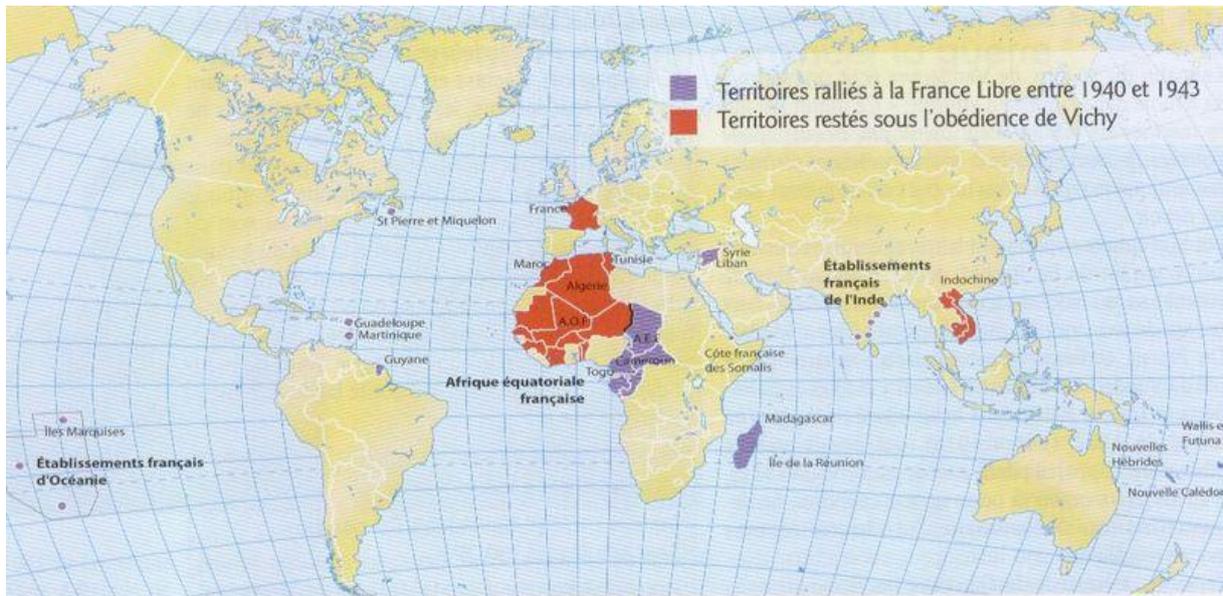


Charles de Gaulle, né en 1890 à Lille. Participe à la 1^{re} guerre mondiale, il est l'auteur de plusieurs livres sur le rôle de l'armée. Il est nommé sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale le 6 juin 1940, dans le gouvernement Paul Reynaud. Il est alors chargé d'établir les liaisons militaires avec les britanniques. Il revient le 16 juin à Bordeaux pour apprendre la démission du gouvernement. Refusant l'armistice demandé par Pétain et craignant pour cette raison d'être arrêté, il regagna Londres dès le 17 juin 1940. Il lance son « appel » le 18 juin sur les ondes de la BBC et devient le chef de la France libre, reconnu comme tel le 28 juin 1940 par le gouvernement britannique.

La réponse immédiate aux appels de de Gaulle sont en partie des échecs : peu de soldats français présents à Londres rallient sa cause, encore moins de personnalités civiles ou militaires le rejoignent. Les volontaires, informés le plus souvent par le bouche à oreille, arriveront au compte-gouttes après des périple aventureux. Mais de Gaulle arrive à mettre sur pied une petite armée de quelques milliers d'hommes équipés par les britanniques (fin

juillet il possède 7 000 hommes). Les « Forces française libre » (FFL), interviennent sur plusieurs théâtre d'opération (notamment en Ethiopie et en Libye).

Les années 1940 et 1941 restent encore embryonnaires pour la « France libre ». Les liens avec les mouvements de la Résistance intérieure sont très rares, et les ralliements à de Gaulle sont encore très peu nombreux car les colonies demeurent fidèles à Vichy, qui apparait comme le gouvernement légitime de la France. Seule l'AEF (Afrique Equatoriale Française), la Nouvelle-Calédonie et Tahiti reconnaissent l'autorité du général de Gaulle.



A la fin de l'année 1940, les forces de la France libre comptent 21 000 volontaires et 30 000 personnes issus des colonies.

Dès l'été 1940, des agents de la France libre sont envoyés, notamment en Bretagne, pour prendre contact avec la résistance intérieure, mais il faut attendre fin 1941 pour qu'un rapprochement se dessine avec les mouvements de résistance.

Qui sont les français qui rallient le général de Gaulle dès les premiers instants ? Pour quelles raisons ?

Les français qui rallient le général de Gaulle sont ceux se trouvant déjà en Angleterre en 1940, notamment des soldats qui avaient rejoint l'Angleterre de Dunkerque en juin 1940 (mais sur les 100 000 français dans ce cas-là, la plupart repartent en France au moment de l'armistice). Certains viennent d'unités qui se sont battues en Norvège. Enfin d'autres quittent la France après l'appel de de Gaulle pour continuer le combat. Ils sont souvent très jeunes et inexpérimentés. Ils rallient la France libre par patriotisme, par le refus de la défaite et de l'armistice.

B) Résister en territoire français

La figure du résistant ne se limite pas à celle du maquisard qui prend les armes contre l'ennemi. Les oppositions aux Allemands et à Vichy, qui d'ailleurs ne vont pas forcément toujours ensemble, ont pris des formes très variées, allant de la simple désapprobation sur telle ou telle décision à la résistance active au sein de réseaux clandestins structurés. Entre ces deux attitudes on trouve toute la palette des oppositions et des refus.

La première résistance naît du désarroi dans lequel la défaite et l'Occupation ont plongé le pays et du courage d'hommes et de femmes animés par la nécessité de surmonter, par l'action la situation d'impuissance. Ils cherchent « à faire quelque chose », notamment pour contrer la propagande officielle de l'occupant allemand et de Vichy pour réveiller des français traumatisés par la défaite. Pour résumer les raisons sont : le rejet de l'occupant et la germanophobie, le refus de la défaite, l'antinazisme, la culture républicaine, le souvenir de la Grande Guerre.

Dès juin 1940, des actes isolés se produisent contre les Allemands en zone occupée : la résistance intérieure n'est pas encore structurée, mais des individus ou des petits groupes, issus des milieux professionnels et sociaux très diverse, agissent spontanément par refus de l'armistice. Il s'agit alors essentiellement de la distribution de tracts, du collage d'affiches, de l'écriture de slogans anti-allemands sur les murs ou de petits sabotages (la rupture des câbles téléphoniques utilisés par les allemands). D'autres actions isolées et spontanées répondent aux besoins immédiats du secours et du refuge : filières d'évasion, hébergement de prisonniers de guerre évadés ou d'aviateurs abattus. Des armes sont récupérées et cachées.

La répression est impitoyable, comme le prouve l'exécution en septembre 1940 d'un ouvrier, Pierre Roche, de la Rochelle qui était parvenu à couper les câbles de sa région.

Les résistants commencent rapidement à diffuser leurs idées en créant les premiers journaux clandestins dès la fin de l'année 1940, aussi bien en zone occupée comme « Résistance », qu'en zone libre avec notamment « Combat ».

Notons que les premières formes de résistance divergent selon les territoires, tant le contexte local est différent. Le nord de la France est un cas à part du fait de son histoire et du statut d'occupation particulier imposé par les allemands. Les débuts de la résistance commencent avant la fin des combats en juin 1940 : des français hébergent des soldats britanniques ou français qui cherchent à échapper à la captivité, d'autres récupèrent des armes ou sabotent des câbles téléphoniques de l'armée allemande. Des journaux aussi voient le jour, comme « L'Homme libre » en octobre 1940.

C) Les premiers mouvements de résistance qui s'organisent

C'est autour de ces journaux clandestins que se créent les premiers mouvements structurés de la Résistance intérieure, qui prennent d'ailleurs souvent le nom de leur journal. Le premier de ces mouvements est « Résistance » créé par Boris Vildé, ethnologue au musée de l'homme à Paris, en décembre 1940 et qui organise notamment des filières d'évasion vers la zone libre.

Un autre exemple : Le mouvement Libération, également appelé Libération Sud est né à l'automne 1940 par le désir de quelques français de faire quelque chose : le journaliste Emmanuel d'Astier de la Vigerie ; Jean Cavaillès; Lucie Aubrac, professeur d'histoire et le banquier Georges Zérapha. Tous « s'accordent sur la nécessité de marquer leur refus du cours qu'ont pris les événements depuis le 17 juin 1940 » et constituent « La dernière colonne ». Les premières actions consistent en des attentats ciblés, puis leur activité principale s'oriente vers la diffusion de tracts et la propagation d'inscriptions et de papillons. Après quelques échecs, le jeune groupe, décide de « réviser sa stratégie » en créant un journal clandestin.

La France après l'armistice du 22 juin 1940

